



CHAPITRE 39

Loi modifiant l'article 79 de la Loi des mines de Québec

[Sanctionnée le 10 février 1955]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

CHAPTER 39

An Act to amend section 79 of the Quebec Mining Act

[Assented to, the 10th of February, 1955]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

S.R.,
c. 196,
s. 79, am.

1. L'article 79 de la Loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196), modifié par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 57, et par l'article 6 de la loi 13 George VI, chapitre 57, est de nouveau modifié

a) en remplaçant le paragraphe 1, par le suivant :

Honoraire
et rente.

"1. Un permis de mise en valeur minière est accordé sur paiement d'honoraires de dix dollars et d'une rente annuelle de vingt-cinq cents par acre, et sur déclaration attestée sous serment de l'accomplissement des travaux requis."

b) en remplaçant, dans les vingtième et vingt et unième lignes du paragraphe 2, les mots "Cour supérieure" par les mots "Cour de magistrat du district judiciaire de Québec";

c) en remplaçant, dans la septième ligne du premier alinéa du paragraphe 4, les mots "cinquante centins" par les mots "vingt-cinq cents";

d) en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du paragraphe 5, les mots "cinquante cents" par les mots "trois dollars";

e) en remplaçant le paragraphe 7, par le suivant :

Travaux
sur terrain
adjacent.

"7. Quand des terrains adjacents sont en partie sous concession minière et en

R.S.,
c. 196,
s. 79, am.

1. Section 79 of the Quebec Mining Act (Revised Statutes, 1941, chapter 196), amended by section 1 of the act 11 George VI, chapter 57, and by section 6 of the act 13 George VI, chapter 57, is again amended:

a. by replacing subsection 1, by the following:

"1. Every development license shall be granted on payment of fee of ten dollars, and of an annual rental of twenty-five cents per acre, and upon affidavit that the required work has been done."

Fee and
rental.

b. by replacing, in the twenty-first line of subsection 2, the words "Superior Court" by the words "Magistrate's Court of the judicial district of Quebec";

c. by replacing, in the seventh line of the first paragraph of subsection 4, the word "fifty" by the word "twenty-five";

d. by replacing, in the fifth line of subsection 5, the words "fifty cents" by the words "three dollars";

e. by replacing subsection 7, by the following:

"7. When adjacent lands are partly under mining concession and partly under

Work on
adjoining
land.

partie sous permis de mise en valeur ou sous claim minier au nom de la même personne, société ou compagnie et qu'ils peuvent être considérés comme une seule et même exploitation, il est loisible au ministre de permettre que les travaux requis pour l'émission ou le renouvellement du permis soient faits sur les terrains couverts par la concession minière.”;

f) en abrogeant l'avant-dernier alinéa dudit article.

Permis
non inva-
lides.

2. Le fait de n'avoir exigé qu'une rente de vingt-cinq cents l'acre pour l'émission ou le renouvellement de permis de mise en valeur entre le premier juillet 1954 et la date de l'entrée en vigueur de la présente loi n'est pas une cause d'invalidation de ces permis.

Effet.

3. Les dispositions du paragraphe *d* de l'article 1 de la présente loi auront leur effet à compter du trente et un octobre 1955.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

development license or under mining claim in the name of the same person, firm or company, and may be considered as one and the same enterprise, it shall be lawful for the minister to permit all the work necessary for the issuing or renewing of the license to be done on the lands covered by the mining concession.”;

f. by repealing the penultimate paragraph of the said section.

2. The fact that a rental of only twenty-five cents per acre has been required for the issue or renewal of development licenses between the first of July, 1954 and the date of the coming into force of this act shall not invalidate such licenses.

Licenses
not inva-
lidated.

3. The provisions of paragraph *d* of section 1 of this act shall have effect as from the thirty-first of October 1955.

Effect.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.